



HAL
open science

La transformation d'un système économique en un autre : le cas de la transition postsocialiste en Europe de l'Est (1989-2017)

Assen Slim

► To cite this version:

Assen Slim. La transformation d'un système économique en un autre : le cas de la transition postsocialiste en Europe de l'Est (1989-2017). Le phénomène constituant : Un dialogue interdisciplinaire, Université de Toulouse 1 - Capitole, Nov 2015, Toulouse, France. pp. 67-74. <hal-04615204>

HAL Id: hal-04615204

<https://hal.science/hal-04615204v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Pour citer ce texte :

SLIM A. [2017], « La transformation d'un système économique en un autre : le cas de la transition postsocialiste en Europe de l'Est (1989-2017) », in Aurore Gaillet, Nicoletta Perlo et Julia Schmitz (eds), *Le phénomène constituant : un dialogue interdisciplinaire*, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, pp. 67-74.

LA TRANSFORMATION D'UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE EN UN AUTRE : LE CAS DE LA TRANSITION POSTSOCIALISTE EN EUROPE DE L'EST (1989-2017)

Assen SLIM

Maître de conférences HDR en économie (CNU 05) à l'INALCO - Paris

Le changement d'un système économique en un autre est un phénomène peu étudié par les économistes. Il s'agit d'un phénomène complexe durant lequel un ordre économique donné se désagrège et conduit après une période variable selon les contextes politiques et sociaux à l'instauration d'un nouvel ordre économique.

La question de la « transition » a été débattue pour la première fois en termes économiques par les bolchéviques en Russie dans les années 1920. Il s'agissait de définir la stratégie à suivre pour passer du capitalisme au communisme. Plusieurs phases avaient alors été suivies : Communisme de guerre (1917-1921), Nouvelle politique économique (1921-1928), modèle stalinien à partir de 1928. D'emblée, deux conceptions du changement systémique se sont opposées : l'une téléologique (Préobrajensky, Trostky, Zinoviev), considérant que l'aboutissement souhaité de la transformation systémique détermine une politique volontariste du changement, et l'autre génétique (Boukharine, Shanine, Bazarov) insistant sur les contraintes héritées du passé et leur nécessaire mise en cohérence avec les nouveautés émergentes. Ce débat a ensuite été ravivé à maintes reprises, notamment en économie du développement, entre les tenants d'une croissance déséquilibrée (Hirschman, Byé, De Bernis) et ceux d'une croissance équilibrée (Nurkse, Rosenstein, Rodan, Rostow).

En Europe de l'Est, c'est à la fin du XX^e siècle, avec l'effondrement du système socialiste, que ces deux conceptions de la transition vont s'opposer à nouveau. D'un côté, les économistes libéraux défendent une vision téléologique du changement tandis qu'une poignée d'économistes hétérodoxes proposent des visions alternatives pour analyser les mutations en cours. L'objet de cette contribution est de faire le point sur ces deux visions de la transformation postsocialiste, d'en expliquer les ressorts et d'en faire ressortir les limites. Une première partie présente l'approche téléologique de la transition, les priorités qui en découlent, les réformes menées dans les pays d'Europe de l'Est et les "surprises" auxquelles les réformateurs libéraux ont eu à faire face. Une deuxième partie s'attache à présenter les visions hétérodoxes du changement et leurs limites

I- LA CONCEPTION TÉLÉOLOGIQUE DU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

La vision téléologique défendue par les libéraux conduit à la définition de réformes spécifiques à accomplir pour mener à bien le changement systémique en Europe de l'Est (A). Cependant, les libéraux se heurtent à des « surprises » de la transition postsocialiste (B).

A - La transition libérale

Pendant la première décennie de la transition postsocialiste, les économistes libéraux ont un rôle dominant dans presque tous les pays d'Europe de l'Est. Leur approche téléologique et libérale du changement est donc celle qui s'impose et oriente les réformes mises en place. Elle est également privilégiée au sein des grandes institutions internationales qui interviennent en Europe de l'Est (FMI, Banque mondiale, OCDE, UE, BERD) à partir du début des années quatre-vingt-dix. Le terme de « transition » est généralement employé pour qualifier cette vision du changement systémique.

Pour les économistes libéraux, le point de départ est connu (le socialisme), le point d'aboutissement souhaitable l'est tout autant (l'économie de marché parfaite). Il faut donc y parvenir coûte que coûte, le plus vite possible, par la mise en place d'une politique de transition volontariste, peu importe les difficultés du moment historique et les contraintes héritées du passé. L'analyse libérale ne se préoccupe d'ailleurs guère de savoir si les contraintes présentes au point de départ rendent possible ou non la transition vers le point d'aboutissement

souhaité. Ces contraintes sont minimisées et considérées comme toujours surmontables. Il s'agit de détruire l'ancien système le plus vite possible afin qu'émerge spontanément le nouveau.

Cette vision du changement se traduit par la priorité donnée à certaines réformes plutôt qu'à d'autres. Fischer et Gelb¹ en donnent une liste assez complète : libéralisation (des prix, des taux de change, du commerce intérieur et extérieur), abandon de la planification centralisée et impérative de l'économie, ajustement structurel et stabilisation macroéconomique, restructuration, privatisation, création de nouvelles entreprises privées, flexibilité du marché du travail, ouverture extérieure et nouvelle insertion dans l'économie mondiale, réforme du système bancaire et financier, adoption de nouvelles lois et institutions stables afin de faire respecter les réformes précédentes et leurs résultats. Les économistes libéraux défendent l'idée d'une thérapie de choc, c'est-à-dire la mise en place simultanée des réformes citées ci-dessus afin d'éviter toute contradiction entre nouvelles et anciennes institutions.

B - Les surprises de la « transition » postsocialiste

Dans la pratique, la thérapie de choc n'a pas été tenable sur la durée en Europe de l'Est en raison des importants coûts sociaux qu'elle impliquait et des défaites électorales qu'elle infligeait aux gouvernements qui persistaient dans cette voie. Toutefois, la conception téléologique libérale (connue aussi sous le nom de « consensus de Washington ») a dominé en Europe de l'Est durant les années quatre-vingt-dix et le début des années 2000.

Cependant, l'accumulation de résultats inattendus et indésirables issus des politiques de transition guidées par la téléologie a progressivement conduit à une remise en cause des hypothèses de l'approche libérale du changement. Ellman parle de « surprises de la transformation »² pour décrire des situations inattendues, voire contradictoires avec les objectifs affichés dans le consensus de Washington.

¹ S. FISCHER, A. GELB, "Issues in the reform of socialist economies", in Corbo V., F. CORICELLI, J. BOSSAK, *Reforming Central and Eastern European economies, initial results and challenges*, The World bank, 1991.

² M. ELLMAN, "The political economy of transformation", *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 13, n°2, 1997.

Andreff³ en propose une liste exhaustive en prenant le soin de distinguer les surprises macroéconomiques des surprises institutionnelles.

Les surprises macroéconomiques sont liées à l'ampleur inhabituelle de certains phénomènes observés en Europe de l'Est. L'inflation, par exemple, a été plus dure à vaincre que ce qui avait été prévu par la théorie libérale, si bien qu'on a rapidement parlé d'« inflation inertielle ». Plusieurs causes ont été avancées pour expliquer ce phénomène (captation des crédits par les anciennes élites et les individus en situation de rente, application de taux de marge élevés afin de maintenir salaires et emplois, chute de la production liée aux restructurations, conflit de répartition entre divers groupes sociaux, etc.) et toutes débordent le cadre strict de l'analyse téléologique libérale de la transition. La « récession transformationnelle »⁴, d'après l'expression de Kornai, a été elle aussi plus profonde et plus longue que prévue. Souvent comparée à la grande dépression des années trente aux États-Unis, cette récession ne trouve aucune explication dans l'approche téléologique puisque l'élimination des contradictions du système précédent aurait dû se traduire par une forte augmentation et non une diminution de la production. La contraction du commerce extérieur provoquée par les désintégrations du CAEM, de l'URSS et de la Tchécoslovaquie a été plus profonde que ce qui avait été prévu. Enfin, le taux de chômage a présenté une inertie forte par rapport aux variations du niveau d'activité et surtout non prévue par l'approche téléologique du changement. Ainsi, durant les années quatre-vingt-dix, les pertes d'emplois sont moins que proportionnelles à la chute de la production impliquant logiquement un déclin de la productivité du travail en Europe de l'Est. Inversement, les périodes de reprises d'activités ne s'accompagnent pas d'une réduction significative du taux de chômage impliquant qu'une partie du chômage (celle issue des restructurations) n'est pas résorbée par les activités du nouveau secteur privé en croissance depuis le début de la transition.

Les surprises institutionnelles viennent du fait que le programme libéral a été appliqué en Europe de l'Est sans avoir réalisé préalablement un changement profond du cadre institutionnel. Cela a engendré une série d'effets inattendus dont l'« enracinement » des managers à la tête des entreprises privatisées, la démonétisation de l'économie et l'expansion rapide de l'économie informelle.

³ W. ANDREFF, *Économie de la transition, la transformation des économies planifiées en économie de marché*, Bréal, 2007.

⁴ J. KORNAI, "Transformational recession. The main causes", *JCE*, vol. 19, n°1, 1994.

Ces "surprises" de la transition obligent à reconsidérer le réalisme de la vision téléologique de changement systémique et ouvrent la voie aux approches tentant de les dépasser.

II - LA CONCEPTION GÉNÉTIQUE DU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

L'approche génétique en économie consiste à tenir compte des contraintes existantes et à en dégager les perspectives d'évolutions possibles, « qu'elles soient ou non les plus souhaitables »^s (Andreff, 1993). Après avoir présenté la double certitude de l'approche génétique du changement systémique (A), les approches alternatives des mutations postsocialistes sont discutées (B).

A - Innovations systémiques, blocages et interdépendances

La conception génétique du changement systémique repose sur une double certitude. D'une part, aucune évolution n'est totalement irréversible. Un volontarisme trop exacerbé, induisant des coûts sociaux trop importants pour les populations, risque de conduire au contraire de l'objectif recherché. D'autre part, les interdépendances propres à un système économique ne peuvent être détruites du jour au lendemain. Tout changement systémique est, par conséquent, un processus lent et difficile durant lequel les anciennes cohérences disparaissent à mesure que les nouvelles interdépendances apparaissent. Des situations de blocage de la transition peuvent apparaître, résultant de comportements et de structures économiques plus globaux hérités de l'ancien système socialiste. Mais le changement peut également conduire à des trouvailles systémiques qui ne sont ni l'économie socialiste, ni l'économie de marché. C'est pour ces raisons, que les auteurs hétérodoxes préfèrent parler de « mutation » plutôt que de « transition ». Le terme « mutation » permet de prendre en compte l'instabilité inhérente au changement systémique, n'est pas déterministe quant à l'issue du processus et n'envisage l'évolution qu'en fonction des contraintes du système de départ et des obstacles rencontrés lors de la transformation.

^s W. ANDREFF, *La crise des économies socialistes, la rupture d'un système*, PUG, 1993.

B - L'importance économique des institutions

Les courants évolutionnistes, régulationnistes et institutionnalistes sont à l'origine des approches génétiques de la mutation. Ces dernières s'appuient toutes sur l'importance des institutions.

La théorie évolutionniste de mutation systémique part de l'idée que la transformation postsocialiste est nécessairement longue car il faut le temps nécessaire pour éliminer le lourd héritage de l'économie socialiste et pour mettre en place les institutions adaptées au nouveau système (économie de marché ou autre) et permettant d'en stabiliser les règles de fonctionnement⁶. La trajectoire de transformation suit des « effets de sentier » dépendant à la fois de l'héritage institutionnel et des réformes variées mises en place dans les années quatre-vingt-dix. L'accent est mis sur les différences entre les pays d'Europe de l'Est (différents points de départ, différentes stratégies de sortie du socialisme). D'après Murrel, tout système économique dispose d'un « stock d'informations et de savoirs tacites », accumulé au cours de l'histoire et contenu dans ses institutions et ses organisations. Or la sortie du socialisme est perçue comme un processus complexe et asynchrone de suppression d'éléments cruciaux de ce stock, de définition de nouvelles valeurs, de création de nouvelles règles formelles et informelles, d'apprentissage de ces dernières par de nouvelles organisations et d'émergence de nouveaux comportements. Ce processus prend donc nécessairement du temps et les réformes doivent donc se focaliser sur la reconstitution de ce stock en inventant de nouvelles procédures de coordination et de nouvelles routines. Le rythme des privatisations doit également être ralenti.

Les théories institutionnalistes insistent dans leur ensemble sur le fait que le marché n'émerge pas spontanément une fois détruit l'ancien système. Au contraire, le marché doit être organisé socialement. Il repose sur des institutions formelles (contrats commerciaux, droits de propriétés, etc.) et informelles (normes de prix, routines de comportement, niveau de confiance entre acteurs). Il est crucial donc de mettre en place des réformes qui élaborent les institutions favorables au bon fonctionnement du marché. D'autant que dans les pays en transition coexistent plusieurs modes de coordination de l'économie : l'État, les réseaux, les marchés dont les interrelations évoluent. A ce titre, Stark estime que les nouvelles institutions ne remplacent pas les anciennes, mais se

⁶P. MURREL, "Evolutionary and radical approaches to economic reforms", *Economics of Planning*, vol. 25, n°1, 1992.

« recombinaient » avec des fragments issus de l'ancien système socialiste⁷. Ainsi, entre le secteur privé et le secteur public apparaît un secteur où la propriété est hybride ou « recombinaée » et où les firmes entretiennent des liens de réseaux entre elles afin de réduire les risques pesant sur elles.

La théorie de la régulation tente, pour sa part, de préciser vers quels types de capitalisme peuvent évoluer les pays postsocialistes d'Europe de l'Est. Chavance et Magnin⁸, identifient les événements influant sur les trajectoires particulières de changement systémiques en Europe centrale : crise économique durant le socialisme, stratégies de réformes adoptées, intensité de la politique de stabilisation mise en œuvre, réformes des institutions. Chaque pays suit une trajectoire particulière de changement systémique, avec des effets de sentier, des bifurcations possibles et parfois un verrouillage dans un sentier d'évolution atypique. En République tchèque, par exemple, un exemple de verrouillage organisationnel est donné par le renforcement du pouvoir des banques qui ont rendu possible la survie d'entreprises non rentables (par le biais du crédit).

Conclusion

Quels enseignements faut-il retenir de cette expérience historique de transformation systémique en Europe de l'Est. Premièrement, le changement systémique n'est pas un processus linéaire et connu d'avance. La réussite ou non des réformes mises en place dépend très largement de leur « compatibilité » avec les éléments institutionnels (formels et informels) hérités du passé. Deuxièmement, le changement systémique implique la société dans son ensemble et requiert un niveau minimal de consensus pour être viable. A défaut, les nouvelles règles auront peu de chance d'être respectées dans les faits. Les réformes libérales en Europe de l'Est ont montré qu'un État trop affaibli n'a non seulement plus les moyens de faire respecter le nouvel ordre économique qu'il entend établir, mais qu'il devient également une proie facile pour la corruption et le détournement des pouvoirs publics à des fins privées.

⁷ D. STARK, "Networks of assets, chains of debts: Recombinant property in Hungary", in R. FRYDMAN et al., *Corporate governance in Central Europe and Russia*, vol. 2, Insiders and the state, Central European University Press, Budapest, 1996, pp. 109-150.

⁸ B. CHAVANCE, E. MAGNIN, "The emergence of various path-dependant mixed economies in post-socialist central Europe", *Emergo*, vol. 2, n°4, 1995.

